

**Crise au sein du CNJ-Mali : L'actuel président de l'organisation et membre du CNT sommé de déguerpir par Mossa Ag Attaher ?**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 13 JANVIER 2021

**769**

**Malikilé**

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



# Transition au Mali Rencontre CEDEAO- Partis politiques



**Mali : Faut-il honnir tout le Mouvement démocratique ?**



**Affaire Boubou Cissé et coaccusés : Vers la tenue d'un procès politique ?**

# COVID 19

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au mardi 12 janvier 2021



## Bilan global de la situation du Covid 19



## RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand  
la distance de sécurité  
ne peut être respecter



Se laver les mains  
régulièrement



Tousser ou éternuer  
dans le coude



Respecter la distance  
de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique  
pour vous désinfecter les mains

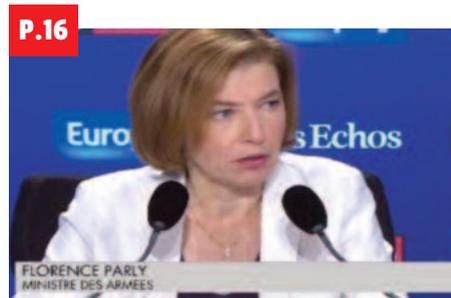


Eviter de se serrer  
les mains



Eviter de se toucher le visage :  
la bouche, les yeux ou le nez

<b>Une</b>	Transition au Mali : Rencontre CEDEAO – Partis politiques	<b>P.4</b>
<b>Brèves</b>	Maison Centrale d'Arrêt de Bamako (MCA) : Le colonel Adama Guindo et a ses hommes sont au four et au moulin	<b>P.10</b>
	Frappes sur Bounti (Mali) : Des associations demandent une enquête indépendante	<b>P.10</b>
	Ministère de la Justice : Démission du directeur des Droits humains, encore Me Malick SALL	<b>P.10</b>
	Transition : Le CNT désigne ses représentants aux parlements internationaux	<b>P.11</b>
	Mali : Une autre soeur Sora enflamme la toile	<b>P.11</b>
<b>Actualité</b>	Crise au sein du CNJ-Mali : L'actuel président de l'organisation et membre du CNT sommé de dégager par Mossa Ag Attaher ?	<b>P.15</b>
	Opération Barkhane : Les plaidoiries de la ministre française de la défense	<b>P.16</b>
	Scandale foncier à l'ACI 2000 : Tension autour du parc des hôtes	<b>P.17</b>
<b>Politique</b>	Mali : Faut-il honnir tout le Mouvement démocratique ?	<b>P.18</b>
	Affaire Boubou Cissé et coaccusés : Vers la tenue d'un procès politique ?	<b>P.20</b>
	La classe politique et l'élection présidentielle de 2022 : Nécessité absolue d'union ou l'échec fatal !	<b>P.21</b>
	Présidentielle 2022 : La candidature du patron de CIRA, Seydou Coulibaly, se précise	<b>P.22</b>
<b>Culture &amp; société</b>	Livre et autobiographie : Les témoignages poignants de Scholastique Mukasonga sur le génocide des Tutsi au Rwanda	<b>P.23</b>
<b>International</b>	États-Unis : Donald Trump au Texas pour vanter le mur frontalier avec le Mexique	<b>P.25</b>
	Investiture de Joe Biden sous état d'urgence : Le FBI redoute des violences	<b>P.26</b>
<b>Sport</b>	Football : Leonel Messi fait un regard rétrospectif sur ses adversaires redoutables	<b>P.27</b>



## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)  
**Siège** : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)  
**Email** : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com  
**Site Web** : www.malikile.com  
**Contacts** : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



## Transition au Mali : Rencontre CEDEAO – Partis politiques

C'est après avoir rencontré les ambassadeurs des pays membres de la CEDEAO au Mali et les partenaires techniques et financiers que le président Goodluck Jonathan, instruit des observations formulées par ceux-ci, a rencontré la classe politique malienne à l'hôtel Salam lundi 11 janvier aux environs de 19 heures. La délégation de la CEDEAO était composée, outre du médiateur lui-même, du président de la Commission de l'UEMOA l'ivoirien Jean-Claude Kassi-Brou et du Général Francis Behanzin, commissaire chargé des Affaires politiques, de la Paix et de la Sécurité. Il semble donc que Mme Shirley Ayorkor Botchway, Ministre des Affaires étrangères de

la République du Ghana, Présidente du Conseil des Ministres de la CEDEAO n'ait pu faire le déplacement pour des raisons que nous ignorons.

Le séjour lui-même se situe dans le cadre du suivi des décisions de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO sur le Mali.

Ont participé à la rencontre coté ancienne majorité présidentielle les représentants de la Codem et de Yelema ainsi que Oumar Ibrahim Touré (APR), Tiébilé Dramé (PARENA), Youba Bah (ADP-MALIBA), Younous Hameye Dicko (RDS), Tiemoko Sangaré (ADEMA) et Baba Cissé (ASMA).

Le M5-RFP était représenté par Choquel Maiga

(MPR), Salikou Sanago (URD), Mountaga Tall (CNID-FYT), Modibo Sidibé (FARE) et Modibo Kadjoké (APM).

A l'exception des représentants des partis ADP et YELEMA tous les autres participants, à des degrés et avec des mots différents ont manifesté des griefs contre la conduite de la transition.

Les critiques auraient porté sur les louvoisements des autorités de la transition à mettre en place un organe unique de gestion des élections exigé par tous. De même l'attention a été attirée sur la nécessité de la gestion optimale du peu de temps (18 mois) dont dispose la transition et qui d'ailleurs est largement entamé sans réalisation visible.

L'absence de cadre de concertation au niveau du ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, creuset de consensus entre autorités et Partis politiques a également été regrettée. Tout comme la dispersion des efforts de la Transition qui n'arrive pas à



hiérarchiser entre les tâches essentielles prioritaires et qui peuvent et doivent attendre. Le déficit de concertation, le peu de places allouées aux partis politiques au CNT, l'absence d'inclusivité ont été indexés. En un mot, la classe politique, dans son ensemble n'est pas satisfaite de la conduite de la Transition et a eu l'occasion de faire une sorte de catharsis généralisé devant la CE-DEAO. Celle-ci écouterait-elle pour une fois les maliens ? Rien n'est moins sûr.

■ Moctar Sow



**malikile.com**  
LA PREMIERE PLATEFORME DE DISTRIBUTION DE COMMUNIQUES ET DE RELATION MEDIAS ET BIEN D'AUTRES SERVICES ! \*

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! \*

**MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER**

## UNICEF (FR)

« La COVID-19 constitue la première crise véritablement mondiale dont nous avons été les témoins de notre vivant. Peu importe l'endroit où nous vivons, la pandémie nous affecte tous. Les enfants ont été gravement touchés. Cependant, alors que les actualités sur des vaccins prometteurs se succèdent, et que nous commençons à imaginer un jour où la COVID-19 sera derrière nous, nous devons avoir pour principe que la lumière au bout du tunnel doit briller pour tous. » Henrietta Fore, Directrice générale de l'UNICEF, demande que les vaccins contre la COVID-19 soient abordables et accessibles pour tous les pays.



**La lumière  
au bout du tunnel  
doit briller  
pour tous.**

Henrietta H. Fore, Directrice générale de l'UNICEF

unicef pour chaque enfant

## L'ESSOR

Le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a publié, il y a quelques jours, son rapport trimestriel sur la situation politique et sécuritaire du Mali au cours du dernier trimestre de 2020



## J'aime mon pays le MALI

Cédric Kanté international malien, capitaine des aigles du Mali ; merci pour la valorisation de la culture malienne. Le bogolan, notre fierté. Merci de porter le Mali dans ton coeur, digne descendant



de Soumangourou Kanté.  
Cheick Oumar Diongo



## Média A

BRAVO AU VP ASSIMI #poutine\_Malien  
#ALLAH\_KI\_SARA

Une armée forte c'est le recrutement basé sur le mérite, une formation adaptée aux défis de l'heure, des équipements de dernières générations.

- L'engagement patriotique et la compétence requise donnent toujours des résultats probants !

#CDM

#BURKINA: 11 terroristes neutralisés par les FDS à Koumbri  
Une unité de l'armée qui partait en appui à des Volontaires pour la défense de la patrie #VDP le 9 janvier 2021, a été accrochée par des hommes armés aux environs de Koumbri, 11 assaillants ont été tués au cours du combat, 01 militaire tué et 06 ont été blessés.  
Meilleure santé aux blessés  
MALI émerge plus



## Radio Guintan



Mourdiah: les djihadistes réclament la Zakat. Dans la nuit du 08 au 09 janvier 2021, la présence d'une dizaine d'individus armés à bord de deux véhicules a été observée à Bognina, situé à 45 km au Nord-Est de Mourdiah, en vue de percevoir la zakat auprès des populations.

Une partie de la zakat récupérée a été confiée à Debou sow, un vieux peulh de la localité.

Ce dernier a été précédemment arrêté, il y a un an par la gendarmerie des activités similaires. Abou sow, fils de Debou, garde le bétail des terroristes dans son hameau.



Le Directeur Général de la police Nationale, le contrôleur Général Soumaïla Traoré, a rencontré hier lundi, les chefs de services et d'unités de Bamako, Kalaban-Coro, Katia, Moribabougou et Koulikoro. L'objectif de cette rencontre était de faire une prise de contact avec les hommes et réitérer les consignes sécuritaires. " Vous serez jugés en fonction de vos résultats " dit le DG de la police lors de cette rencontre.

AC Guintan



Chambre de commerce de Gao: 2 géant du transport s'affrontent. Nema Ould Sidi PDG de Sonef transports et le PDG de Nour Transports sont opposés pour la présidence de la Chambre de commerce de Gao. Pour le moment les observateurs accordent un léger avantage au PDG de Nour Transports.



## MALI KANU



Le Colonel-Major Mamadou Koné n'est plus, l'Armée de l'Air en deuil

Le colonel-major à la retraite, Mamadou Koné a rejoint sa dernière demeure ce mardi 12 janvier 2021 à 10h. Les funérailles ont eu lieu à la cité des officiers à son domicile, à Djicoroni-Para. L'évènement a enregistré la présence, des représentants de plusieurs chancelleries accréditées au Mali, ainsi que des proches, amis et anciens collaborateurs du défunt.

Le colonel-major à la retraite, Mamadou Koné né le 30 novembre 1958 dans la Cité des rails à Kayes, s'en est allé le mercredi 6 janvier 2021 en Tunisie. Que de chemin parcouru par cet officier supérieur de l'Armée de l'Air. Issu de la 10e promotion de l'Ecole Militaire Interarmes (EMIA), Mamadou Koné par son dynamisme, sa discipline, sa persévérance et son désir de bien faire, s'est fait distinguer aux yeux de sa hiérarchie.

Le colonel-major à la retraite, Mamadou Koné a travaillé comme administrateur au niveau de la Base 100 avant de se retrouver au Service social, ensuite à l'administration et finances de l'Etat-major de l'Armée de l'Air. Il s'est retrouvé pour la suite logique de sa carrière à

l'Etat-major général des armées. Au Ministère de la Défense et des Anciens Combattants plus précisément à l'Inspection générale des armées et services, il a servi le restant de sa carrière jusqu'à la retraite.

Le Col-M Koné, a été conduit à sa dernière demeure par une foule de compagnons d'armes, d'amis, de parents et de sympathisants. Il laisse derrière lui une veuve et des orphelins. Il repose désormais au cimetière d'Hamdallaye de Bamako. Dors en paix mon colonel-major.



Présentation de trophée : Le Ministre de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme, Madame Kadiatou KONARE reçoit la visite de la DIVA du Wassoulou, Oumou SANGARE.

Le lundi 11 janvier 2021, Madame Kadiatou KONARE, le Ministre de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme, a reçu la visite de la DIVA du Wassoulou dans les locaux de son département. Cette visite de l'artiste Oumou SANGARE avait pour objet, la présentation de son trophée aux autorités en charge de la culture, de l'artisanat et du tourisme.

En effet, le 09 décembre dernier, la SACEM a décerné ses Prix pour l'année 2020 et notre compatriote Oumou Sangaré a remporté le Grand Prix des musiques du monde. La cérémonie était virtuelle, la SACEM a dû annuler la cérémonie prévue, pour consacrer le budget qui y était destiné, au fonds de secours des sociétaires en cette période de Covid-19.



## Sama Bac



"Sous le visage d'un ange" – Le Roman de Diary Sow

Par un beau dimanche ensoleillé, la vie de Karim change de fond en comble lorsqu'une jeune fille frappe à la porte de la maison des Thiandoum. Qui aurait cru que cette rencontre si anodine en apparence, marquerait au fer rouge l'esprit de nos personnages principaux ? Allyn, une femme-enfant à la soif de vivre débordante qui a prématurément passé l'âge des illusions dangereuses ; Karim, cet Apollon à l'âme tourmentée et au coeur insensible que verra ses certitudes bouleversées par cette apparente ingénuité et cette rare beauté qui dissimulent un esprit manipulateur et un passé lourd et pesant.

Diary Sow a passé son enfance chez sa grand-mère dont les racines pular l'ont beaucoup inspirée. Ses options scientifiques n'en font pas moins une passionnée de littérature. Elle chercha à allier ces deux tendances au Lycée d'Excellence Scientifique de Diourbel de 2016 à 2019.

Sama Bac



## MALI RAP BUZZ



KING KJ à sidiki

quand j'ai eu un accident c'est Sidiki Diabaté qui a été la première personne de venir me voir sur le lieu de l'accident et il a fait des dépenses pour acheter mes ordonnances, et après il m'accompagne chez moi avec sa propre voiture jusqu'à KATI c'est sur la route on a fait le projet de feat .

À noter

Aujourd'hui c'est grâce a sidiki que nous sommes a la une a l'extérieur Oui grâce à Sidiki .

Les gars doivent savoir depuis longtemps qu'il pouvait faire de la musique ,mais il a eu le courage et le bon coeur de produire beaucoup d'entre nous alors acceptons ce qu'il est aujourd'hui car il fait la promotion de notre culture a l'échelle internationale .



### YERI Bocoum

#YBC/YB

Voilà que le vice-président de la transition, le colonel Assimi Goita ouvre le ciel à l'Armée de l'Air en remettant le 12 janvier 2021 un hélicoptère de combat de type Mi-35. Le chef d'état-major de l'armée de l'air, le Colonel Alou Boï Diarra tout enthousiaste.  
Source: DIRPA



Rassure vous nous sommes pas contre la transition mais la belle réussite de la transition.



GESTION  
DES RESSOURCES  
HUMAINES

Leader des services de Gestion  
des Ressources Humaines  
et Paie en Afrique de l'Ouest

## Maison Centrale d'Arrêt de Bamako (MCA) : Le colonel Adama Guindo et ses hommes sont au four et au moulin



Le régisseur de la Maison centrale d'arrêt de Bamako (MCA), le Colonel Adama Guindo et ses hommes sont au four et au moulin cette période de forte affluence où les visites s'arrêtent à 12 heures en raison de la COVID-19. Les agents de l'administration pénitentiaire en service à la MCA méritent d'être salués et encouragés par les plus hautes autorités surtout pour leurs efforts quotidiens qu'ils déploient pour permettre aux parents, amis et connaissances d'accéder de façon digne aux personnes détenues. Et cela sans tracasserie.

Prenant en compte les mesures édictées par les plus hautes autorités dans le cadre de prévention de la maladie à coronavirus, les surveillants de prison travaillent avec un grand professionnalisme. A l'entrée, ils sont à la fois fermes et courtois dans une grande vigilance. Les téléphones sont récupérés comme l'exigent les règlements intérieurs des prisons. Des fouilles corporelles sont minutieusement menées en fonction du sexe du visiteur. Les femmes sont fouillées par les sœurs surveillantes. La gestion de la MCA, qui est extraordinairement surpeuplée, relève d'un leadership particulier. Au bonheur des détenus, du personnel pénitentiaire et des visiteurs, le régisseur a toutes les qualités d'un cadre à la hauteur de sa mission.

A la MCA, les agents pénitentiaires se distinguent ces temps par leur dynamisme et surtout leur plus grand professionnalisme.

Avec Ali24

## Ministère de la Justice : Démission du directeur des Droits humains, encore Me Malick SALL

Le ministre de la Justice, Malick Sall, dégage en touche les remontrances du juge français. Ça sent le malaise au ministère de la Justice. Le directeur des droits humains, Mbaye Babacar DIOP a rendu le tablier depuis le 23 décembre dernier. Ce, «pour convenance personnelle», selon la terminologie usuelle. Mais, une série de frustrations seraient à l'origine de ce départ inattendu. Le haut fonctionnaire se serait plaint d'un manque de moyens pour mener à bien sa mission. Des moyens qui seraient affectés à la lutte contre la Covid ou pour fi-

## Frappes sur Bounti (Mali) : Des associations demandent une enquête indépendante

Au Mali, les associations des droits de l'homme demandent une enquête indépendante pour faire la lumière sur les événements de Bounti survenus le 3 janvier dernier.

Dimanche 3 janvier, un bombardement a tué plusieurs dizaines de personnes dans cette localité du centre du pays. La force française Barkhane et le ministère malien de la Défense affirment qu'il s'agit d'un raid aérien destiné à neutraliser plusieurs terroristes de la katiba Serma. L'association de culture peulh, Tabital Pulaaku, parle elle d'une bavure qui aurait touché des civils. Vendredi soir l'état-major français a annoncé avoir envoyé des hommes sur place pour confirmer sa version. Jeudi le ministère malien de la Défense a également annoncé l'ouverture d'une enquête.

Pour Drissa Traoré, coordinateur de projet au Mali de la FIDH, la Fédération internationale des droits de l'homme, cela n'est pas suffisant. « Jusqu'à présent il y a pas mal de versions différentes, explique-t-il au micro de Gaëlle Laleix du service Afrique de RFI ; même si nous faisons confiance aux forces Barkhane et aux forces maliennes, si les doutes persistent, pour aller vers une commission d'enquête indépendante des autorités maliennes, mais aussi et surtout des autorités françaises. On peut en l'occurrence proposer, par exemple, que la division des droits de l'homme de la Minusma soit (habilitée) pour éventuellement mener une telle enquête. Et au-delà de ça, nous avons ici, au Mali, la Commission nationale des droits de l'homme - CNDH - qui est une institution qui pourrait être, par exemple, impliquée dans une telle enquête. Nous avons également des organisations de défense des droits de l'homme, comme l'Association malienne des droits de l'homme, parmi tant d'autres organisations nationales des droits de l'homme, qui peuvent également faire partie d'une telle commission d'enquête ».

Source : RFI



nancer les activités politiques du ministre Malick SALL.

A noter que Mbaye Babacar DIOP a été nommé à ce poste en remplacement du magistrat Mous-tapha KA limogé en octobre 2019 par Me Malick SALL pour avoir évoqué l'affaire Karim WADE devant le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU.

Ibrahima ANNE

Source : Walfquotidien

## Transition : Le CNT désigne ses représentants aux parlements internationaux



**A la reprise des travaux du Conseil national de transition (CNT) en début de la semaine dernière, les représentants du Mali au sein des parlements internationaux ont été désignés. Au Parlement panafricain, les membres retenus sont : Salif Keïta, Aly Koné, Moctar Mariko, Amina Fatima Ibrahima Fofana, Haïdara Aïssata Cissé. Quant au Parlement de la Cedeao, Hamèye Founè Mahalmadane, Mohamed Ould Sidy Mohamed, Abdoul Karim Daou, Nana Aïcha Cissé, Koné Mariam Koné, Seydou Badini ont été nommés.**

**E**n ce qui concerne le Comité interparlementaire de Uemoa (CIP-Uemoa), sont désignés membres : Abdoul Madjid dit Nasser Ag Mohamed Ansary, Marimanthia Diarra, Boubacar Amadou Coulibaly, Salif Doumbia, Fatoumata Namory Keïta. Par ailleurs, ceux qui représentent le CNT au Comité interparlementaire du G5- Sahel sont: Bajan Ag Hamatou, Moustapha Sangaré, Moussa Ag Acharatoumane, Abdoulaye Gakou, Akly Ag Souleymane, Lassine Tounkara, Abdallahi Mouhamedoun Alansari, Amadou Keïta, Zeïnabou Diawara et Hawa Malcalou.

La séance a été mise à profit pour adopter le règlement intérieur. Ainsi, le CNT est doté désormais de ses organes importants que sont le bureau et les commissions. Le président du CNT, le colonel Malick Diaw, s'est réjoui du bon déroulement de l'ensemble des opérations et a souhaité que cet esprit de bonne collaboration puisse toujours régner au sein du CNT. Pour lui, le CNT est dorénavant bien structuré et est prêt à amorcer pleinement toutes ses activités pour le bonheur des Maliens. Par ailleurs, le président du CNT a appelé à la cohésion et à l'union sacrée autour du Mali qui a des objectifs de paix et de stabilisation qu'on ne doit jamais perdre de vue.

Le colonel Diaw a aussi invité les membres de l'organe à plus d'engagement patriotique comme ils en ont déjà fait montre et à surtout plus de responsabilité pour relever les nombreux défis qui attendent le CNT. Il a indiqué que le CNT constitue la vitrine et l'épine dorsale de la Transition et que ses membres sont désormais scrutés par les Maliens et la communauté internationale. « Pour cela, nous n'avons qu'une seule option : celle de réussir », a-t-il déclaré.

En outre, le colonel Malick Diaw a ensuite annoncé que par le décret n° 2021-0001/PT-RM du 4 janvier 2021, le CNT a été remembré après

## Mali : Une autre soeur Sora enflamme la toile



**C**onnu sous le nom de Miira, Mariam Kanté de son vrai nom est la cousine des sœurs Sora (Diaba, Moussou et Koumedia). Avec plus de 90.000 vues sur SnapChat en 24h et plus de 33.000 followers sur Instagram en moins de 2 ans d'utilisation, exposant son mode de vie extravagant, Miira est désormais la nouvelle star montante des réseaux sociaux.

Étudiante en Finance Comptabilité et travaillant dans une agence de marketing d'influence, Miira mène une vie de rêve en s'offrant régulièrement des voyages de luxe à Paris, Istanbul, Dubaï et dans les plus beaux hôtels à travers le monde. Fan du luxe comme sa sœur Diaba Sora, elle séjourne actuellement dans une suite à 10.000 Dollars dans le centre d'affaires de Dubaï la nuit depuis décembre dernier.

Âgée d'à peine 20 ans et avec moins de 2 ans d'utilisation des réseaux sociaux, Mira est une influenceuse qui œuvre pour le bien-être des femmes et des enfants. "Mam" pour les intimes est jovial et se soucie toujours du bien-être de son prochain selon ses proches.

Ambitieuse, Mira rêve de créer sa propre ligne de vêtements afin de concurrencer les grandes marques à travers le monde.

**YalaYala-Journaliste pour maliactu.net**



la démission d'un de ses membres. Par ce décret présidentiel, Haïdara Aichata Cissé dite Chato, ex-députée de Bourem dans les 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> législatures de l'Assemblée nationale, est nommée en remplacement de l'imam Oumarou Diarra qui a démissionné.

**ND**

**Source : Le Prétoire**



# La vie est SACRÉE

Protégeons la nôtre,  
celle de nos proches et des autres

## La covid est au Mali

L'année 2020 est derrière nous mais elle restera, à jamais, vivace dans nos mémoires et bien des années après car elle a été marquée par l'irruption de la pandémie à COVID 19. Cette pandémie a fortement ébranlé les gouvernements et les populations du monde entier. Elle a submergé tous les systèmes de santé et même les plus performants, et porté atteinte à nos habitudes de travail, de vies collectives et individuelles, et à nos liens sociaux.

2020, annus horribilis, s'en est allée mais la pandémie elle est là, bien-là et fait de véritables ravages dans nos familles, nos lieux de travail, nos quartiers, nos villes et villages :

- Chaque journée se lève et se couche avec un nombre de plus en plus impressionnant de morts au sein de toutes les couches de notre société, sans distinctions,
- Des dizaines de malades en détresse respiratoire font la queue devant nos hôpitaux, cliniques et centres de santé qui sont de plus en plus débordés. Certains, des privilégiés, sont obligés de recevoir des soins à domicile faute de place dans les structures sanitaires,
- Les professionnels de la santé lancent d'angoissants cris de détresse et nos cimetières deviennent des lieux de défilés macabres d'une succession ininterrompue d'enterrements.

Bref, la pandémie à COVID 19 est dans nos foyers et occasionne tristesse, détresse et désolation. Chaque soir, devant nos petits écrans, nous assistons à la lecture de la compilation des chiffres, localité par localité, de la situation dans notre Pays. Derrière les chiffres, ce sont des destins contrariés, des vies et des familles

brisées. C'est la désolation partout. D'une dizaine de cas par jour, nous en comptons désormais plus d'une centaine, mais la réalité est très certainement beaucoup plus, hélas ! Et pourtant nous sommes tous responsables de ce qui nous arrive car majoritairement nous continuons à nier l'évidence : la présence

de la maladie dans notre cher Pays. Le personnel médical est en première ligne et se dévoue mais les hôpitaux sont submergés. La riposte appropriée, que le Gouvernement doit organiser, arrive timidement et lentement, et les médias ne consacrent pas à la pandémie toute l'attention requise.



# Pourquoi une telle intensité de la maladie ?



Ce fléau mondial, que nous avons négligé et minimisé, nous revient avec une virulence qui est de plus en plus hors de tout contrôle. Ce sont les défaillances de notre système de gouvernance, de notre système de santé mais aussi nos comportements collectifs et individuels qui favorisent la transmission du redoutable virus.

Malgré les alertes de la première vague, les autorités gouvernementales ont gardé une attitude hésitante et ne semble pas avoir tiré les leçons des insuffisances dans les domaines de la prévention contre la résurgence de la pandémie. L'information, la communication, la sensibilisation, et l'éducation de toute la population n'ont pas été à hauteur de souhait. La mobilisation de tous et l'équipement adéquat de nos formations sanitaires pour une meilleure prise en charge et un traitement approprié des malades du Covid 19 ont bénéficié d'efforts peu soutenus et constants.

L'arrivée en force de la deuxième vague, plus virulente, du reste prévisible à bien des égards, semble avoir surpris nos autorités, qui n'ont pas pris, à temps, la pleine mesure de la gravité de la situation. Les mesures, timides, qui ont fini par être décidées, après moult hésitations, ne sont pas respectées par les populations. Plus grave, les autorités nationales et locales, chargées de leur application stricte, donnent l'impression de manquer de fermeté. Le virus circule d'autant plus facilement et avec une vitesse exponentielle dès lors que des regroupements et des rassemblements (cultes, mariages, enterrements, meetings, événements culturels, etc.) s'effectuent sans encadrement et sans restriction et dans l'indifférence totale. Nous devons tous faire face à cette catastrophe nationale, les gouvernants en premier, avec lucidité, responsabilité, fermeté et constance dans les efforts fournis.



3

Dans les conditions actuelles du Mali, son système de santé ne saura faire face à l'afflux de malades nécessitant une assistance médicale. Pourtant les moyens financiers annoncés pour faire face à la première phase de la maladie et ses effets socio-économiques sont importants :

Le gouvernement a annoncé, le 10 avril 2020, que 500 Milliards FCFA seraient mobilisés pour faire face à la pandémie ;

Le fonds spécial créé par le Gouvernement et logé à la Banque Malienne de solidarité était

crédité de plusieurs Milliards de FCFA, aux dernières nouvelles ;

Sans compter les mesures d'allègement ou d'annulation de certaines dettes du Mali (FMI, Banque Mondiale etc..).

La population a le droit de savoir et le gouvernement a l'obligation de rendre compte de l'utilisation de ces fonds. Combien de tests, de respirateurs et d'oxygénateurs ont été acquis ? La capacité d'accueil des urgences en lits équipés a-t-elle été améliorée ? Le personnel médical a-t-il été renforcé ?

Le personnel médical a-t-il été renforcé ?



## Qu'est-ce qu'il est urgent de faire :

L'heure n'est plus à la tergiversation mais à l'édiction et à l'imposition de mesures fortes, pragmatiques et efficaces. Face à cette grave menace, qui n'épargne aucune couche sociale, ni aucun territoire, il est urgent, pour chacune et chacun de nous, de se ressaisir d'où cet appel à tous les citoyens, aux autorités qui ont en charge la gestion de notre pays et aux leaders d'opinion qui ont l'écoute des populations.

- Aux citoyens :

Le respect scrupuleux des mesures barrières chez soi et sur les espaces collectifs,

Le respect sans faille des mesures édictées par les autorités.

- Aux organisations de la société civile et aux leaders d'opinions :

Elles doivent se mobiliser massivement et énergiquement pour former, informer et sensibiliser la population au respect des gestes barrières et au respect strict des mesures édictées par les autorités.

- Aux autorités nationales et locales :

Elles doivent faire respecter scrupuleusement et sans complaisance les mesures qu'elles ont édictées et elles doivent débloquer en extrême urgence les fonds nécessaires pour équiper rapidement et de façon

4

adéquate nos structures sanitaires. L'heure n'est plus à la procrastination, au laxisme et à l'indécision.

# Citoyens ! Citoyennes ! Dirigeants ! Leaders ! Chers compatriotes !

L'heure est grave et nos vies, toutes nos vies, sont en danger. Personne n'est à l'abri. Aidons-nous, protégeons-nous, protégeons ce qui a de plus sacrée en nous : LA VIE !



## LE GRAIN



5



# Crise au sein du CNJ-Mali : L'actuel président de l'organisation et membre du CNT sommé de déguerpir par Mossa Ag Attaher ?



**P**rofitant de la cérémonie de remise d'un important lot de masques et de casques au Conseil National de la Jeunesse, le week-end dernier, le ministre Mossa Ag Attaher a appelé l'actuel président de l'organisation, entre temps passé « membre du Conseil National de Transition », à vite trouver une solution à la crise qui secoue depuis temps la jeunesse malienne. Disons qu'il l'a sommé de déguerpir, les jeunes étant décidés à le faire partir, puisque jugé, selon son nouveau statut de membre du CNT, « pas qualifié » de représenter la jeunesse malienne !

Le Ministre de la Jeunesse et des Sports, Mossa Ag Attaher, qui s'est engagé à réussir le pari de la réunification des jeunes du Mali, a été on ne peut plus clair : « On ne peut rien réussir dans la division, lorsque chacun reste dans son petit coin ». Une manière pour lui de protester contre le conflit qui oppose l'actuel président du CNJ, Amadou Diallo, et son challenger, Ousmane Diarra alias « Gousno ».

En effet, alors que le ministre devait se rendre au siège du CNJ pour la remise des kits contre la COVID-19 et des casques pour prévenir l'insécurité routière, des vives échauffourées ont opposé les deux camps, au point de nécessiter le déploiement d'un important dispositif de sécurité composé de policiers et de gendarmes. Si le ministre a pu remettre au bureau du CNJ des kits de masques contre la COVID-19 et des casques de protection, à travers

l'Agence Nationale de la Sécurité Routière (ANASER), il a aussi tenu à remettre les pendules à l'heure.

En effet, le ministre Mossa Ag Attaher, qui a fait part de nombreuses initiatives entreprises par son département en faveur des jeunes du Mali dans le cadre de la lutte contre la COVID-19, parmi lesquelles la formation des jeunes volontaires et le déploiement des jeunes à travers tout le pays, a appelé Amadou Diallo à trouver une solution à la crise qui, pour lui, n'a que trop duré. Une manière à peine voilée de demander à ce dernier de trouver un compromis avec les dissidents.

Or, pour ces derniers, il n'y a pas de compromis possible, Amadou Diallo doit tout simplement démissionner de son poste de président du CNJ-Mali à la suite de sa nomination comme membre du Conseil National de Transition (CNT). Ils dénoncent, pour ce faire, une prise en otage de la jeunesse par le bureau dirigé par Amadou, qu'ils qualifient au passage d'« illégal ». Regroupés au sein d'une coalition dirigée par Ousmane S. Diarra dit « Gousno », ces jeunes exigent l'organisation d'un congrès extraordinaire du Conseil National de la Jeunesse (CNJ) pour choisir un nouveau président. « Nous voudrions une jeunesse légale, légitime et non une jeunesse illégale, illégitime. Nous demandons seulement l'organisation d'un nouveau congrès. Que Amadou Diallo laisse la présidence du Conseil National de la

Jeunesse. Il ne peut être membre du CNT et prétendre gérer le CNJ. On n'est pas d'accord avec ça... Il faut que les gens sachent qu'avec ou sans Amadou Diallo, la jeunesse peut avancer. Il faut que les maliens comprennent que ce que nous faisons, on ne le fait pas pour un poste, mais pour une vision. Nous cherchons le développement et l'avenir de la jeunesse », clament-ils.

Et de souligner, en guise de mise en garde contre les membres du bureau du CNJ : « Tout le monde connaît la situation de la jeunesse malienne aujourd'hui. Nous ne reconnaissons pas le bureau, à plus forte raison demander la démission de qui que ce soit. Tout ce que nous demandons, c'est de rendre le CNJ à qui de droit. S'ils veulent la démonstration de force, on va procéder à cela. On verra comment ça va se passer. La refondation du Mali, ce n'est la bouche, mais dans le cœur. On ne peut pas tolérer des gens qui ont dépassé la limite d'âge dans le CNJ ».

Les pains sont-ils cuits pour Amadou Diallo ? En tout cas, l'appeler à organiser un congrès extraordinaire du Conseil National de la Jeunesse d'ici mars prochain, comme instruit par le ministre Ag Attaher, c'est de l'appeler à renoncer à son poste de président !

■ **Yama DIALLO**



## Opération Barkhane : Les plaidoiries de la ministre française de la défense

**L**a ministre française des Armées Florence Parly a défendu dimanche les "résultats" obtenus par l'opération militaire antijihadiste française au Sahel, qui entre dans sa neuvième année et s'attire des critiques croissantes d'enlèvement.

Mme Parly en a profité pour rejeter avec force les soupçons de bavure entourant une récente frappe aérienne de la force Barkhane, des témoignages locaux évoquant une frappe sur un mariage dans le centre du Mali, alors que Paris assure n'avoir tué que des jihadistes.

Les militaires français au Mali, dont cinq ont récemment été tués et six blessés en deux semaines, "sont engagés parce que nous sommes dans un combat contre le terrorisme", a-t-elle fait valoir dans l'émission "Questions politiques" sur France Inter et FranceInfoTV, en partenariat avec Le Monde. "600 personnes en 2020 au Burkina Faso ont perdu la vie dans ces attaques" et "au Mali, l'ONU dit que la moitié des victimes des engins explosifs improvisés (...) sont des victimes ci-

viles", a-t-elle rappelé. "Nous visons à ce que, petit à petit, les forces armées du Sahel, que la force conjointe (du G5 Sahel, ndr) aient la capacité d'assurer la sécurité au Sahel.

Cette sahélistation nécessite qu'on l'accompagne. La France, mais aussi les Européens et d'autres pays l'accompagnent", a-t-elle dit. "C'est une stratégie qui nécessite des efforts dans la durée", a-t-elle poursuivi, mais le "probable" retrait prochain de 600 militaires français envoyés en renfort l'an dernier au Sahel "ne remet pas en question la présence française".

"Ce que nous voulons ce sont des résultats. Et c'est qui se passe", a-t-elle souligné en assurant que "des progrès ont été réalisés" et en rappelant que l'armée française avait notamment tué ces derniers mois plusieurs hauts dirigeants des groupes jihadistes sahéliens.

En revanche "la question que je pose c'est de savoir comment ce dispositif doit s'adapter", car "nous n'avons pas vocation à être éternels

au Mali", a-t-elle répété. Un sommet est prévu en février entre Paris et ses partenaires sahéliens pour évaluer la situation, un an après le sommet de Pau (sud de la France).

Interrogée sur la polémique entourant des frappes survenues dimanche dernier dans le centre du Mali, Mme Parly a réitéré les dénégations exprimées par l'état-major français, en estimant que "beaucoup de gens disent beaucoup de choses, et beaucoup de choses totalement inexactes".

Des villageois et une association de défense de l'ethnie peule affirment qu'une frappe aérienne, dont certains affirment qu'elle a été menée par hélicoptère, a tué une vingtaine de personnes lors d'un mariage dans le village de Bounti (centre).

"Le 3 janvier, nous avons, après une action de reconnaissance et de renseignement, identifié un groupe terroriste à proximité de la localité de Bounti. Nous avons engagé deux avions de la chasse française qui ont éliminé des dizaines de jihadistes", a affirmé la ministre.

"Nous n'avons engagé aucun hélicoptère sur la zone" et "il n'y avait ni mariage, ni femmes ni enfants, et qu'il s'agissait exclusivement d'hommes", a-t-elle martelé. "Ce n'est pas la première fois qu'on nous parle d'hélicoptères qui en définitive n'ont pas volé".

Source : AFP

## Scandale foncier à l'ACI 2000 : Tension autour du parc des hôtes

**Les ouvriers des deux acquéreurs du PARC des Hôtes (cette partie de l'ACI 2000 qui avait été classée parmi les zones classées, mais illégalement vendue aujourd'hui) ont failli arriver aux mains. C'était il y a de cela quelques jours. Il s'agit des ouvriers d'Assadek Bally et de Monsieur Batilly, un malien de l'extérieur. Pour cause : chacun pense avoir acquis l'endroit. Les agents des services des Eaux et Forêts ont intervenu. Pour le moment, ils ont occupé l'espace avant qu'une solution soit trouvée.**

**D**ans le Patriote du 5 janvier 2021 en son numéro 757, nous avons évoqué l'histoire de morcellement du site de l'ancien aéroport de Bamako sis à Hamdallaye où nous avons relaté comment l'Agence de Cession immobilière (ACI) a pu mettre la main sur le PARC des Hôtes pour le vendre. Si le directeur fut relevé, cette affaire reste entière. Aujourd'hui, il y a un conflit ouvert entre deux richissimes maliens, sinon deux grands opérateurs économiques. Il y a quelques jours de cela, après notre parution du mardi dernier, nous avons rassuré nos lecteurs de donner une suite à cette affaire sulfureuse. Que s'est-il passé ? Monsieur Batilly a envoyé ses gens pour raser une partie du PARC. Soudain, les gens ont vu les ouvriers de l'autre camp, c'est-à-dire d'Assadek Bally, raser tout l'intérieur

du PARC en un laps de temps en y versant des tas de banco afin de débiter les travaux. Comme si les deux se surveillaient de près. Le camp Batilly a envoyé aussi ses gens verser du sable tout en leur ordonnant de commencer à creuser pour construire un magasin très rapidement afin d'occuper le site. Ce camp, pour la circonstance, était appuyé par des agents de sécurité privée. Une vive altercation a alors éclaté entre les deux camps. Pour faire venir le calme, les Eaux et forêts, une fois avertis, ont envoyé leurs agents occuper l'endroit pour l'instant. Mais dans nos investigations de plus de 6 mois avant le décès de (feu) le notaire Ganda Keita, un acte notarial avait sanctionné la vente de l'endroit entre l'ACI et le sieur Batilly sur la base d'un titre foncier. Ce dernier avait tenté de déloger le jardinier à

l'époque par un cabinet d'huissier. Par peur, le nommé Batilly a dû temporiser suite à nos nombreux articles que nous avons produits pour dénoncer le morcellement d'un tel site qui est un patrimoine et mis dans les zones classées de l'ACI 2000. Alors, aujourd'hui, nous sommes face à cette situation qui interpelle les autorités, à savoir, le procureur anti-corruption et le vérificateur général. Nous estimons qu'au lieu que les services de contrôle s'affairent sur des vieux dossiers de plus de 10 ans qui, souvent, selon certains, s'apparentent à un acharnement qui ne dit son nom, feraient mieux d'empêcher, sinon d'amoindrir la corruption en élaborant des stratégies fortes et des mesures draconiennes pour limiter l'impunité. Plus on parle de lutte contre la corruption, plus les gros bonnets par la puissance de leur argent n'en ont cure. Et, cela aux vus et aux sus de tout le monde. Le Parc des Hôtes qui était le poumon vert de l'ACI 2000 et qui servait de lieu d'attraction, risque de passer dans la main des spéculateurs fonciers, si ce n'est déjà fait. Le nommé Batilly aurait comme soutien l'ACI, tandis que Assadek Bally aurait comme soutien, la direction nationale des eaux et forêts. Cela atteste encore ce qu'ATT avait dit : « La lutte contre la corruption ne concerne que les petits poissons jamais les grands. »

**Fakara Faïnké**

**Source : Le Républicain- Mali**



## Mali : Faut-il honnir tout le Mouvement démocratique ?



Certaines personnes, mues par des intentions inavouées mais sans doute destructrices, s'attachent actuellement à salir tout le Mouvement démocratique en lui imputant la situation catastrophique que traverse le Mali. C'est ignorer le rôle qu'a joué le Mouvement démocratique dans l'avènement de la démocratie au Mali. Certes tous les pouvoirs qui se sont succédé au Mali depuis 1992, date de l'élection du premier Président démocratiquement élu dans notre pays, se sont réclamés du Mouvement démocratique et de la révolution de Mars 1991, mais très peu ont gouverné le Mali suivant les idéaux qui lui ont prévalu. C'est là que se situe le désamour entre les Maliens et le grand mouvement populaire qui a conduit à la chute de la dictature de Moussa Traoré, ouvrant ainsi la voie à ce qui devrait être un immense espoir. Certes des hommes et des femmes ont failli à leur serment de bâtir un Mali nouveau mais l'idéal du Mouvement démocratique demeure et est encore porté par d'autres hommes et d'autres femmes qui n'ont jamais trahi le Mali et les Maliens. C'est pourquoi se pose la question de

savoir s'il faut vraiment honnir tout le Mouvement démocratique.

Le 26 mars 1991 restera à jamais une date historique mémorable dans la vie de la Nation malienne. Ce jour-là, c'est tout un Peuple uni et déterminé qui mit fin, dans la douleur et dans le sang, à 23 années d'une dictature fé-

roce faite de privations de libertés, de piétinements de tous les droits humains. Pendant deux décennies, des hommes et des femmes, d'abord clandestinement, ont organisé, au risque de leurs vies, la résistance contre un pouvoir inique, et la lutte pour l'avènement de la démocratie et de toutes les libertés au Mali. Ces hommes et ces femmes ont osé affronter un pouvoir qui faisait peur à la plupart des Maliens par sa propension à la séquestration, à l'élimination physique et par le règne de la terreur. C'est à ce prix et à l'esprit de sacrifice pour un Mali meilleur, comme ce fut le cas d'Ibrahima Ly, que naîtra Mars 1991 qui consacra l'ère démocratique au Mali.

Il y a 30 ans cette année que le Mouvement démocratique est venu à bout de la dictature de Moussa Traoré. Pendant ces trente années, le Mali est plusieurs fois passé de l'espoir à la désillusion tant des hommes et des femmes qui ont eu la responsabilité de conduire le pays ont trahi le Mali et les Maliens qui croyaient à l'avènement d'une ère de prospérité. Au lieu de quoi, le pays a invariablement glissé vers le gouffre qui n'a cessé de s'ouvrir devant lui. De 1991 à 2021, tous les problèmes, toutes les difficultés du Mali et des Maliens se sont exacerbés au plus haut point, à telle enseigne qu'aujourd'hui c'est l'existence même du pays en tant que Nation, République qui est en cause. La Sécurité, la Santé, l'Éducation, l'Administration, etc., tous les domaines de la gouvernance sont devenus prioritaires à cause d'une crise généralisée que le terrorisme, la chute de l'esprit civique et la grande délinquance financière ont favorisée.





La cause de toutes ces difficultés est en grande partie imputable à la mauvaise gouvernance que connaît le Mali depuis au moins deux décennies laquelle s'est particulièrement accentuée sous le régime d'IBK et qui a abouti à la chute de celui-ci le 18 août 2020. IBK est parti parce que des hommes et des femmes mus par les idéaux du Mouvement démocratique se sont jurés de rectifier le tir et de redonner au Mali et aux Maliens l'espoir déçu. La lutte contre IBK, sous la férule du Mouvement du 5 Juin-Rassemblement des Forces Patriotiques, a été engagée par des personnes qui ont encore en mémoire le pacte scellé entre le Peuple et le Mouvement démocratique en Mars 1991, lequel pacte a été violé par des politiciens qui ont eu la charge de diriger le pays et qui ont dévoyé le Mouvement démocratique tracé par le sang des Martyrs de 1991. D'ailleurs le Mouvement démocratique en tant que tel existe toujours et n'est rattaché à aucun parti politique du Mali. Il s'agit essentiellement de l'Adema-Association dirigé par Mme Sy Kadiatou Sow et du CNID-Association avec à sa tête Ichaga Traoré. Chaque année, ils commémorent la tragédie de Mars 1991 qui a construit les fondements de la démocratie malienne. C'est donc une attaque injuste et profondément tendancieuse, un faux procès qui est actuellement intenté contre le Mouvement démocratique et ses animateurs. Car le Mouvement démocratique n'a jamais trahi les idéaux de Mars 1991. Encore aujourd'hui le Mali a besoin de l'expérience politique de ceux qu'on considère à tort comme les responsables

de l'échec de la démocratie malienne. La vérité est que des hommes et des femmes, sous le couvert du Mouvement démocratique, se sont emparés du pouvoir et l'ont mis au service de leurs seuls profits, le plus souvent de façon inconsidérée. Ces hommes et ces femmes sont connus de tous. C'est pour barrer la route à ces fossoyeurs de la Nation que le M5-RFP a conduit la lutte contre le régime d'IBK qui en était l'incarnation.

Les autorités de la Transition commettraient une grave erreur en voulant écarter du pouvoir tous les acteurs de Mars 1991 car parmi eux sont des personnes qui ont un sens aigu de la dignité, de l'abnégation et des responsabilités dans la conduite du pays au bénéfice de la majorité. Elles devraient se prémunir contre ces « nouveaux patriotes », des chercheurs de places, des opportunistes qui les encensent

en espérant se positionner pour les élections de 2020 grâce à la bienveillance de Bah N'Daw et de son équipe. Les véritables fossoyeurs de la République sont ailleurs et sont connus. Ils se sont servis de l'État pour s'enrichir effrontément et se font tout petits actuellement ou se transforment en thuriféraires des nouvelles autorités pour, croient-ils, échapper à la volonté du Président de la Transition de traquer tous les corrompus de l'État.

Les personnes qui refusent de se taire et critiquent les errements des autorités de la Transition dans le seul but de corriger leur trajectoire, sont les héritières du Mouvement démocratique originel. Pour elles, seul le Mali compte et c'est pour lui seul qu'elles luttent à visage découvert. Les calculateurs se taisent et se terrent en attendant que passe la tempête et qu'ils se positionnent pour les futures élections. Le Mouvement démocratique existe donc bel et bien et demeure un allié de taille pour reconstruire le Mali. Il s'agit d'hommes et de femmes dont l'expérience politique peut encore être utile pour le pays. On n'est jamais trop âgé pour faire de la politique et c'est une mauvaise guerre que d'en vouloir à la longévité de certains membres du Mouvement démocratique qui ont commencé la lutte politique en 1990 ou bien avant quand ils étaient dans la fleur de l'âge. Si le Mali doit se reconstruire, ce sera avec l'esprit et l'héritage du Mouvement démocratique. Des hommes et des femmes ont profité du Mouvement démocratique pour se construire mais d'autres sont demeurés dignes dans leurs convictions. Voilà pourquoi on ne peut honnir tout le Mouvement démocratique.

■ Diala Thiény Konaté



## Affaire Boubou Cissé et coaccusés : Vers la tenue d'un procès politique ?

**A** lors que l'affaire Amadou Aya Sanogo n'est toujours pas encore close, et que les maliens et les parents des victimes attendent toujours un verdict, nous voilà en face d'une nouvelle affaire, cette fois-ci d'atteinte à la sûreté de l'Etat. Une question de jurisprudence se pose donc. Va-t-on, en fin de compte, vers la tenue d'un procès politique ? L'affaire a fait trop de bruits et continuent de le faire, pour ce qui concerne les personnes arrêtées, à savoir, entre autres, Vital Robert Diop, Directeur Général du Pari Mutuel Urbain (PMU) ; Mahamadou Koné, Trésorier payeur général ; Souleymane Kansaye, Receveur général du District de Bamako ; Sékou Traoré, Secrétaire Général de la Présidence de la République (finalement relâché, mais sous contrôle judiciaire) ; Mohamed Youssouf Bathily dit Ras Bath, journaliste-chroniqueur ; et Aguibou Tall, Directeur Général adjoint de l'Agence de Gestion des Fonds d'Accès Universel (AGEFAU), non moins demi-frère de l'ex-Premier ministre Boubou Cissé, lui-même inculpé, mais introuvable pour le moment. Il aura ainsi fallu trop bruits et beaucoup de spéculations, comme nous l'avons dit, pour que la justice finisse par briser le silence et donner des précisions. En effet, dans un communiqué rendu public, le Procureur de la République, Mamoudou Kassogué indique : « À la suite d'une dénonciation des services de sécurité faisant état de faits d'atteinte à la sûreté de l'État, une enquête préliminaire a été ouverte au niveau du Service d'Investigations Judiciaires (SIJ) de la gendarmerie nationale ». Le parquet a soutenu cette information à travers un autre communiqué annonçant l'ouverture d'une information judiciaire contre six personnalités, dont l'ancien Premier ministre Boubou Cissé, pour « complot contre le gouvernement, association de malfaiteurs, offense à la personne du chef de l'État et complicité ».

### La réaction des avocats de Boubou Cissé et coaccusés

La réaction des avocats de l'ancien Premier



ministre Dr. Boubou Cissé et ses coaccusés ne s'est pas faite attendre. Ceux-ci dénoncent « une instrumentalisation » de la justice malienne dans le cadre de cette affaire d'atteinte à la sûreté de l'État. Ils ont en outre fait savoir que le dossier est complètement vide ! Devant la presse, les avocats des mis en cause, notamment Me Kassoum Tapo, Me Marcel Ceccaldi, Me Mamata Touré, Mamadou Traoré... ont dénoncé une « instrumentalisation » de la justice malienne. Et Me Ceccaldi de souligner : « Ce dossier de tentative de déstabilisation est scandaleux, de toute ma carrière, je n'ai jamais vu ça, il n'y a rien pour engager des poursuites contre nos clients. Lorsque l'action politique se mêle de la justice, on ne peut plus parler de justice, et cette affaire est politique ». Pire encore, pour l'avocat français, ces arrestations constituent une violation de la Constitution du Mali en son article 10. « Il n'y a rien dans ce dossier, c'est une attaque directe et volontaire des autorités pour agendas cachés. L'arrestation de Ras Bath est une attaque contre la liberté d'expression », s'est-il indigné. Me Kassoum Tapo, pour sa part, ironisera les charges retenues contre leurs clients, qui sont entre autres : complot contre le gouvernement, association des malfaiteurs, la tenue des réunions secrètes dans des lieux secrets sans preuve à l'appui. Ils accusent Sékou Traoré d'avoir des relations avec son oncle maternel, Cheick Lassana Kané, parce que ce dernier serait un marabout très puissant. Et qu'il a sacrifié des viandes rituelles au palais.

Boubou Cissé est accusé d'être le cerveau d'une association des malfaiteurs pour déstabiliser le pouvoir, juste parce qu'il nourrit l'ambition d'être président. Aguibou Tall, demi-frère de Boubou Cissé, est considéré avec les autres comme les financiers du mouvement, alors que Ras Bath en serait le propagandiste, selon les procès-verbaux tenus à la DGSE. Il est aussi accusé d'avoir des relations secrètes avec Boubou Cissé. « Si les sacrifices et la consultation des marabouts peuvent constituer un coup d'Etat, franchement, j'ai peur pour le Mali... », s'indigne Me Tapo. Quant au principal concerné, notamment Boubou Cissé, qui reste encore à ce jour introuvable, il soutient lui aussi qu'il est victime d'une cabale politique, et va jusqu'à soutenir la thèse d'un attentat à sa vie.

Ce qui est sûr, tout comme dans le procès Amadou Aya Sanogo, on va inéluctablement vers un procès politique, si procès il y en aura. La preuve, Ras Bath ne serait pas aujourd'hui à la Maison Centrale d'Arrêt de Bamako, s'il avait accepté de suspendre son émission « Grands dossiers », comme cela lui avait été demandé par les responsables de la Sécurité d'Etat, et comme rapporté par les membres du Collectif pour la Défense de la République. En attendant donc les démêlés de cette affaire d'atteinte à la sûreté de l'Etat, le Mali semble en butte à de sérieux problèmes d'Etat de droit!

■ Yama DIALLO

# La classe politique et l'élection présidentielle de 2022 : Nécessité absolue d'union ou l'échec fatal !

Les combats pour l'élection présidentielle de 2022 ont déjà commencé. Les prétendants, chacun à son niveau, s'organisent pour booster ses points. Afin d'éviter de périr tous ensemble, la classe politique, surtout les potentiels candidats : Modibo Sididé, Moussa Mara, Housseïni Amion Guindo, Soumeylou Boubeye Maiga, Aliou Diallo, Cheick Modibo Diarra... sont condamnés à avoir un consensus autour d'un d'entre eux. Dans le cas échéant, la surprise pourrait être grande, car il y a de nouvelles têtes comme Seydou Coulibaly du groupe Cira, Me Malick Coulibaly soutenu par un grand mouvement ... à ne pas négliger.

**A** chaque élection présidentielle, ses réalités ! Si les favoris étaient déjà connus lors des élections présidentielles de 2013 et 2018 au Mali, ce n'est pas le cas pour celle qui se tiendra dans quelques 16 mois. Le seul favori connu et incontesté, Soumaïla Cissé, s'en est allé pour toujours et sa mort a créé une incertitude totale. Parmi les autres potentiels candidats, chacun ayant ses points forts et faibles, nul ne peut se différencier des autres non seulement en termes de base politique mais aussi de la popularité de sa personne. En tout cas pas comme le cas de Soumaïla Cissé.

## Le discrédit sur la classe politique

Les politiques n'ont jamais été aussi discrédités au Mali comme ces trois dernières années. Le manque de confiance entre eux et la population a donné l'occasion à certains leaders religieux aux ambitions démesurées de se faire une place incontournable sur la scène politique au point que les leaders politiques, eux-mêmes, s'accroupissent devant ceux-ci tel un élève coranique devant son maître. La guerre d'égo a gagné sur ces hommes politiques qui, en 2018, ont eu l'occasion de se réunir contre le régime IBK pour que l'alternance réclamée puisse être une réalité, mais ils l'ont raté. Le combat de personnes les a conduits au mur. De cette date à nos jours, certains leaders politiques à travers leurs inconstances, leurs pratiques peu orthodoxes, ont fragilisé davan-

tage la confiance mourante entre la classe politique et le citoyen malien.

Depuis les mouvements de contestation jusqu'au renversement du régime IBK, nombreux sont des Maliens qui ont exprimé leur dégoût pour la classe politique. Pour eux, tous les politiques sont égaux. Ils sont, à tort ou à raison, accusés d'être responsables de la situation chaotique que traverse le Mali depuis des années. C'est d'ailleurs ce qui explique le soutien massif des citoyens aux militaires.

## Nécessité pour les politiques d'avoir un candidat commun ou risque d'un échec commun

Soumaïla Cissé, depuis sa libération par ses ravisseurs après six mois de détention, était le plus grand favori pour la présidentielle à venir. Mais l'espoir le concernant s'est écroulé. Dieu aussi avait son plan. Son décès a créé un grand vide et désorienté beaucoup de citoyens. Actuellement, bien que les potentiels candidats sont nombreux : Modibo Sididé, Moussa

Mara, Housseïni Amion Guindo, Soumeylou Boubeye Maiga, Aliou Diallo, Cheick Modibo Diarra... aucun ne s'est distingué comme le plus gros favori pour la présidentielle à venir. Chacun de ces potentiels candidats a ses points forts qui forcent l'admiration de l'électorat. Chacun a aussi des défauts qui sont généralement communs en l'homme politique malien. Si ces leaders politiques arrivent à faire consensus autour d'un candidat, ce dernier sera imbattable car c'est toute la classe politique malienne qui serait ensemble. Il suffit que chacun d'entre eux mette en œuvre ses compétences, ses moyens et sa popularité pour que leur candidat commun gagne l'élection. Mais s'ils partent en rang dispersé, c'est l'incertitude et ils risquent de perdre tous ensemble face à un inconnu non politique qui, s'il est une personnalité sérieuse, risque de bénéficier du soutien non seulement de la société civile et des religieux mais aussi des militaires.

Aussi, il nous revient que certaines personnalités non politiques mais très bien connues se préparent pour cette bataille électorale de 2022. Parmi ces personnalités, est cité le nom du milliardaire Seydou Coulibaly, PDG du groupe Cira, et celui de l'ancien ministre de la Justice et des Droits de l'homme, Me Malick Coulibaly, connu pour être un homme intègre et un travailleur assidu. Ces personnalités, si leur candidature est confirmée, ils auront plus de chance de convaincre la société civile et les religieux que les hommes politiques qui sont considérés, à tort ou à raison, comme la source des malheurs de ce pays.

Donc la victoire de la classe politique dépendra du choix des leaders politiques eux-mêmes. Ensemble avec un candidat, ils seront imbattables, mais en rang dispersé, les non politiques risquent de faire une surprise.

**Boureïma Guindo**  
Source : Le Pays



## Présidentielle 2022 : La candidature du patron de CIRA, Seydou Coulibaly, se précise

Dans la perspective de la présidentielle officiellement prévue en 2022, les prétendants ont déjà commencé à placer leurs pions. Parmi ceux-ci, il y a un prétendant très sérieux, qui est en train de faire bouger la quasi-totalité de la classe politique à son rythme. Il s'agit de Seydou Mamadou Coulibaly de l'entreprise Cira.



Le coup d'Etat d'août 2020 ayant fragilisé la classe politique, les compteurs ont été remis à zéro en ce qui concerne la conquête de la magistrature suprême. Au moment où les militaires, nouveaux maîtres du jeu, sont à la manœuvre, des opérateurs économiques placent leurs pions. Au nombre de ceux-ci, une figure emblématique émerge du lot, en l'occurrence le promoteur de l'entreprise Cira, Seydou Mamadou Coulibaly. Sa candidature sera probablement portée par une frange de la classe politique qui, en quête de virginité, tente déjà de se réorganiser. Proche de plusieurs leaders religieux au Mali, dont l'Imam Mahmoud Dicko, Seydou Mamadou Coulibaly est convoité dans beaucoup d'autres milieux du pays. Candidat de la junte, des religieux ou de la classe politique, cela importe peu aujourd'hui, car il aurait réussi à placer ses pions dans ces différents cercles. De sources sûres, à travers ses conseillers occultes, dont Oumar Barou Soumono, ancien

député Adema élu à Ségou, la candidature de l'opérateur économique est en train de susciter de l'engouement auprès des grandes formations politiques du Mali.

En contact avec plusieurs personnalités influentes de la classe politique malienne, Seydou Mamadou Coulibaly semble être sur un terrain conquis. Car, apprend-on, plusieurs barons des partis politiques lui sont redevables. Ce, parce qu'il a contribué au financement des récentes campagnes législatives de plusieurs listes. A ce titre, on ne lui refuse rien aujourd'hui dans le marigot politique, surtout qu'il détient le nerf de la guerre, pièce maîtresse du jeu politique actuel. En clair, Seydou Mamadou bénéficie du soutien de plusieurs cadres de l'Adema, le RPM, l'URD et bien d'autres. Son adhésion officielle à la sous-section Adema de Markala ne serait pas fortuite.

Docile et large avec les leaders religieux, notamment musulmans, il garde un capital de confiance auprès de ceux-ci. Mieux, au regard

de sa proximité avec l'Imam Dicko, d'aucuns estiment que Mohamed Salia Touré, actuel ministre en charge de l'Emploi, est sa fabrication. Et qu'au moment opportun, celui-ci ne ménagera aucun effort pour lui prêter main-forte. Sur le plan international, Seydou Mamadou Coulibaly est crédité d'avoir un carnet d'adresse très riche. A travers son influence dans le monde des affaires, précise-t-on, il a réussi à établir des contacts avec plusieurs chefs d'Etat de la sous-région. Ce qui constitue un grand atout dans le contexte des élections, surtout la présidentielle.

En attendant, il nous revient que sa candidature est presque irréversible. Mieux, il a la chance d'être le candidat de l'Adema, voire le candidat d'un groupement de partis politiques en 2022.

**Oumar KONATE**  
Source : La Preuve

## Livre et autobiographie : Les témoignages poignants de Scholastique Mukasonga sur le génocide des Tutsi au Rwanda

« Depuis ma naissance, je ne vis que les humiliations, la négation... jusqu'à être appelés des cafards. »

L'écrivaine Scholastique Mukasonga est une Tutsi, née en 1956 au Rwanda. En 1973, les élèves tutsis sont chassés des écoles, elle part alors en exil au Burundi pour échapper à la mort. Elle arrive en France en 1992. En 1994, 37 membres de sa famille sont assassinés durant le génocide de Tutsi. En 2004, elle retourne pour la première fois dans son pays. C'est à la suite de ce séjour qu'elle se sent la force d'écrire son premier livre, une autobiographie, *Inyenzi ou les Cafards*. Sa traduction américaine, *Cockroaches*, est nommée pour le Los Angeles Times Book Prize de 2016 dans la catégorie des autobiographies. Son roman, *Notre-Dame du Nil*, obtient le prix Ahmadou-Kourouma à Genève, le prix Océans France Ô, et le prix Renaudot 2012. Ledit roman est porté à l'écran grâce à une adaptation cinématographique du réalisateur Atiq Rahimi. Un mois après la projection du film au cinéma, Scholastique MUKASONGA annonce sur son compte tweeter la sortie de son nouveau roman *KIBOGO EST MONTE AU CIEL*. D'ailleurs, elle « attend vos retours de lectures ».

Scholastique Mukasonga explore dans ses romans les sociétés rwandaise et burundaise. Elle met l'accent sur l'histoire douloureuse et tragique de son pays, l'éducation tant traditionnelle que moderne. Elle prend fait et cause pour la culture du Rwanda qui a été travestie par les occidentaux. Dès lors, elle pointe un doigt accusateur vers le christianisme, qu'elle soupçonne de génocide culturel « Je suis dans la mémoire du génocide de notre culture... quand la colonisation et le christianisme arrivent tout cela a été éradiqué ». Scholastique Mukasonga est dès sa petite enfance exposée aux violences ethniques qui régissent alors le Rwanda « Depuis ma naissance, je ne vis que les humiliations, la négation de notre statut d'être humain jusqu'à être appelés des cafards ». A cela s'ajoute entre autres, un quota qui n'admettait que 10% de Tutsi dans les établissements secondaires, pire en 1973, les élèves tutsis sont chassés des écoles et les fonctionnaires de leurs postes. Auteure à succès, elle est par ses livres, à l'avant-garde du combat contre l'oubli des victimes parce que « si on veut reconstruire le Rwanda, il faut partir de l'histoire quelle que soit cette histoire, pour ne pas tomber dans les mêmes erreurs ». Pour la franco-rwandaise, honorer la mémoire de son père qui avait trouvé en son instruction, un moyen pour la sauver de la mort et par ce billet, sauver de l'oubli ceux qui allaient tomber sous la machette et dans les fosses communes, est un sacerdoce. En apprenant à lire



et à écrire, et à bien écrire pour devenir aujourd'hui écrivaine, Scholastique Mukasonga devenait absolument « la gardienne de la mémoire de ceux qui ne sont plus. Et, je construisais une sépulture qu'ils n'ont pas eue ». Dans un génocide, poursuit-elle, « on a des morts sans corps par conséquent sans sépulture, donc il fallait que je trouve un moyen de donner une sépulture pour pouvoir moi aussi me

recueillir quelque part et donc je me recueille dans mes livres ». L'assistante sociale et mandataire judiciaire, survivante et « pas rescapée » du génocide rwandais, convainc que c'est la volonté de ses parents qu'elle soit « leur mémoire quand ça arrivera ». Enfin Scholastique Mukasonga de conclure « pour ne pas rester prisonnier de son histoire, il faut écrire. C'est la meilleure thérapie ! »

## La vengeance, ça vous ronge

Le génocide des Tutsi au Rwanda s'est déroulé du 7 avril 1994 jusqu'au 17 juillet 1994. L'ONU estime qu'environ 800 000 Rwandais, en majorité tutsi, ont perdu la vie durant ces trois mois au nombre desquels 37 membres de sa famille. Malgré la souffrance et la douleur qui mortifie son âme et sa chair, Scholastique Mukasonga, a le cœur au pardon « La vengeance ça ne m'a jamais effleuré, jamais parce que la vengeance, c'est comme être victime. Ce sont des choses qui vous ramènent vers le bas. Ça ne vous donne pas la force, ça vous ronge ». Prenant de la hauteur et en femme de caractère, elle ajoute que la mort des proches et parents, bien au contraire, a nourri les Tutsis, « non pas de rancœur, non pas de haine mais d'une énergie que rien ne pourra briser ». Dans ce drame au Rwanda, souligne-t-elle, tout le monde a été victime, les bourreaux comme les victimes. Prêchant le vivre-ensemble et le pardon mutuel, malgré la commotion et l'horreur qu'à traversés le Rwanda, l'écrivaine, tente de revitaliser le cordon ombilical qui jadis unissait les deux peuples « Les Hutus et les Tutsis ont toujours été des composantes indissociables de la société rwandaise. Tout le monde avait besoin de l'autre. Le Hutu avait besoin du Tutsi pour la bouse de vache pour fumer son champ parce qu'on n'avait pas d'engrais chimique et le Tutsi avait besoin de la patate douce du Hutu. Donc, nous étions complémentaires et solidaires ».

## La femme rwandaise

Presqu'à chaque interview, Scholastique Mukasonga se prononce sur l'évolution du statut de la femme au Rwanda. Chassée de son pays en 1973. Elle trouve refuge au Burundi où elle découvre que la femme est assignée plus dans un rôle de fécondité et de recherche du bien-être de l'homme. Quelques années plus tard, notamment en 2004, il se passe « quelque chose d'extraordinaire », la femme rwandaise d'après le génocide, n'est plus dans ce cadre-là, elle qui, a été en souffrance lors de cette triste histoire « Les femmes étaient une arme de génocide, de viol », s'est-elle attristée. Et pourtant, raconte-t-elle, au lieu de penser vengeance, au lieu de s'effondrer, elles ont été absolument debout. Puis d'ajouter, la femme au Rwanda aujourd'hui, « ce sont elles qui

choisissent leurs maris ». La rwandaise, n'est pas la femme dans l'ombre des choses vécues par le passé durant le génocide, bien au contraire, ça lui a fait retrouver un statut autre, celui d'égal à égal avec l'homme. « Une petite fille rêveuse ça n'existe pas ». Recadrant les choses, Scholastique Mukasonga, rappelle que la femme a traditionnellement eu sa place au Rwanda. C'était la maîtresse de maison, elle était respectée en tant que tel, elle avait la responsabilité de la survie de la famille. Aujourd'hui après le génocide, les femmes ne sont pas effondrées mieux elles assument des tâches qui étaient autrefois réservées aux hommes. La femme n'est plus la machine à fabriquer les enfants, elles sont représentées à 61% au parlement rwandais, plaçant du coup le pays en tête du classement mondial.

## Kibogo est monté au ciel

Bernard Pivot, de l'Académie Goncourt, aborde le livre KIBOGO EST MONTE AU CIEL, de Scholastique Mukasonga, publié le 12 mars 2020 en ces termes, « Dans le Rwanda colonisé et évangélisé par les Belges, il y avait d'extraordinaires personnages dont –Scholastique –Mukasonga (Prix Renaudot 2012 pour NOTRE-DAME DU NIL) qui restitue avec truculence, tendresse et mordant les incroyables aventures ». Le roman raconte que la colonisation et l'évangélisation avaient partie liée au Rwanda. En 1931, la destitution du roi Musinga qui refusait le baptême entraîna la conversion massive de la population. Souvent, ces baptêmes à la chaîne, pour beaucoup opportunistes, aboutirent à un syncrétisme qui constituait une forme de résistance. Est-ce qu'il fallait croire aux contes que prêchent les pères blancs à longue barbe ou à ceux que raconte votre mère, chaque soir, à la veillée, jusqu'à ce que le foyer ne soit plus que braises rougeoyantes ? Dans ces histoires miraculeuses, la satire se mêle d'humour et de merveilleux : « un immense plaisir de lecture », invite Gallimard, l'éditeur.

## Les œuvres de scholastique Mukasonga

Son premier livre, paru en 2006, INYENZI OU LES CAFARDS, est autobiographique. C'est le portrait de sa mère et le récit de son enfance, dans le village de regroupement de Nyamata

où sa famille a été déplacée en 1960. Il évoque les persécutions mais aussi les jours malgré tout heureux de cette période. Le second livre, LA FEMME AUX PIEDS NUS (2008, prix Seligmann 2008 « contre le racisme, l'injustice et l'intolérance »), est un hommage à sa mère et au courage de toutes les femmes de Nyamata qui s'ingéniaient à survivre et à sauver leurs enfants d'une mort promise. Il offre aussi un tableau de la tradition et de la vie quotidienne au Rwanda. L'IGUIFOU, NOUVELLES RWANDAISES (2010, prix Renaissance de la nouvelle 2011 et le Prix de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer). Dans le roman NOTRE-DAME DU NIL (2012, prix Ahmadou Kourouma 2012 et prix Renaudot 2012), elle imagine un lycée perché dans la montagne à 2 500 m d'altitude non loin d'une présumée source du Nil où sont réunies les filles de hauts dignitaires. Un quota limite le nombre des élèves tutsi à 10%. Dans cet huis-clos, s'exaspèrent les rivalités soi-disant ethniques. La fiction se fonde évidemment sur des éléments autobiographiques, quand en 1973, l'épuration des élèves tutsis l'a contrainte à l'exil au Burundi. Le roman CE QUE MURMURENT LES COLLINES (2014, Grand Prix SGDL de la Nouvelle 2015), est un recueil de nouvelles, les unes ayant comme assise l'histoire du Rwanda et les traditions orales. C'est son premier ouvrage qui n'est pas centré sur le génocide. Suivra en 2016, son roman Cœur Tambour, Scholastique Mukasonga élargit son horizon du Rwanda aux Antilles, aux États-Unis et au Brésil. Le livre retrace l'initiation de la jeune rwandaise Prisca aux trances de l'esprit et d'un tambour sacré sous lequel meurt mystérieusement écrasée celle qui est devenue la célèbre chanteuse Kitami. Revenant à l'autobiographie, l'auteur raconte dans son avant dernier roman, comment pour la sauver d'une mort annoncée, son père la pousse à obtenir UN SI BEAU DIPLOME ! Publié en 2018. Dans l'exil, du Burundi, à Djibouti puis en France, souligne l'écrivaine, « le beau diplôme » sera ce « talisman » d'énergie pour surmonter l'exclusion et la désespérance. En enfin son huitième livre KIBOGO EST MONTE AU CIEL a été publié l'année dernière.

**Ange DE VILLIER, correspondant à Paris**  
**Source: L'Enquêteur**

## États-Unis : Donald Trump au Texas pour vanter le mur frontalier avec le Mexique

Alors que les démocrates s'appêtent à lancer une procédure de destitution historique contre le président, Donald Trump, plus isolé que jamais, se rend ce mardi 12 janvier au Texas pour vanter sa politique d'immigration et la construction du mur frontalier avec le Mexique. Sans doute l'un de ses derniers déplacements pour un président qui sera particulièrement scruté pour sa première apparition publique après son discours de mercredi dernier lors duquel il a galvanisé ses partisans, dont des centaines avaient ensuite attaqué le Capitole.



**A**vec sa visite au Texas, Donald Trump poursuit un double objectif. Face aux appels qui demandent sa démission, il montre sa détermination à rester à la Maison Blanche jusqu'à la fin de son mandat le 20 janvier prochain. Privé depuis quelques jours de son canal de communication préféré, à sa-

voir Twitter, qui a fermé son compte, il profitera aussi de son déplacement pour s'adresser directement à ses sympathisants.

« Il ne va pas lâcher l'affaire et il va continuer jusqu'à la fin de ses jours à prétendre que l'élection lui a été volée par je ne sais quelle fraude, soutient James Cohen, professeur à

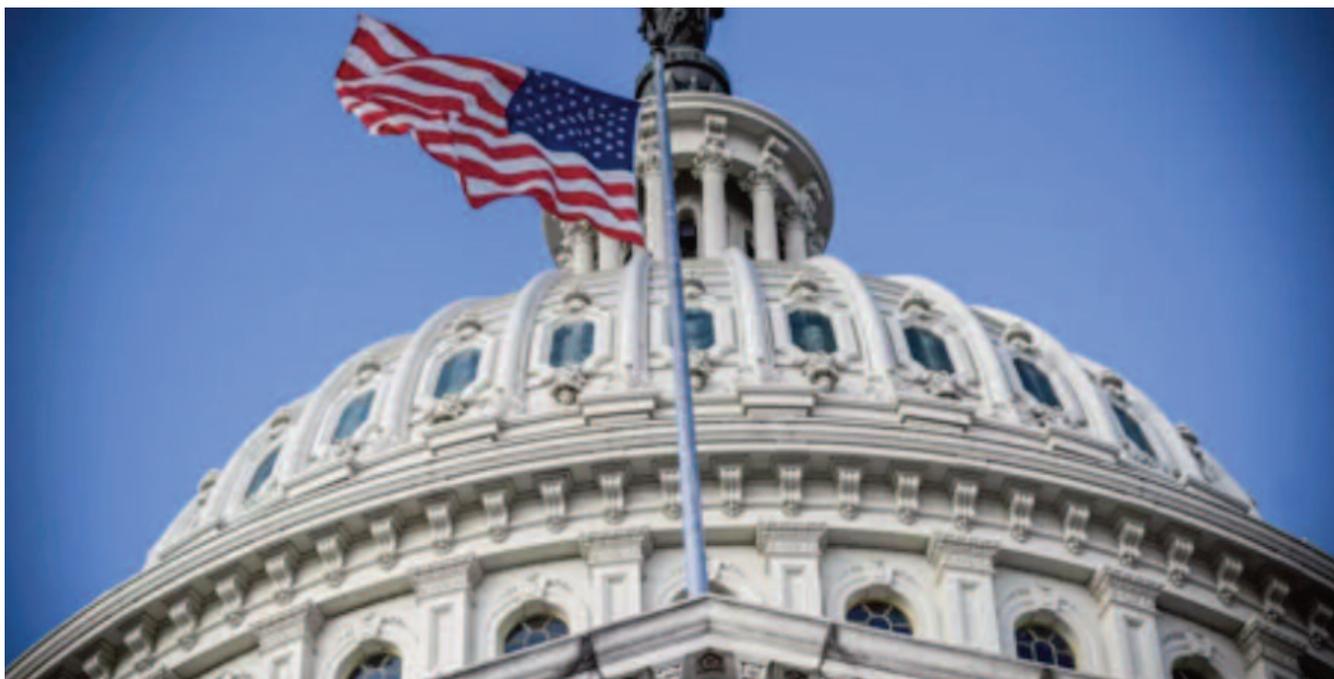
l'université Sorbonne Nouvelle et spécialiste des affaires d'immigration et de frontières aux États-Unis, au micro de Jelena Tomic, du service international de RFI. Il va essayer de faire exister une base militante à droite ou dans les marges de la droite du Parti républicain. Il y a aussi des sénateurs et des représentants qui sont encore en exercice et qui vont, eux aussi, essayer de consolider cette frange extrémiste du Parti républicain. »

Un discours est prévu ce mardi à Fort Alamo pour fêter la construction du 450e mile de ce mur toujours en construction sur la frontière mexicaine, rapporte Éric de Salve, notre envoyé spécial à Harlingen, dans le sud du Texas. C'était l'une des promesses phares de sa campagne électorale de 2016. Une promesse réalisée à moitié.

### Loi détournée

Contrairement à ce que Donald Trump avait réclamé à l'époque, le Mexique n'a jamais payé pour le mur qui a coûté environ 18 millions de dollars aux contribuables américains. La plupart des nouvelles sections du mur n'ont fait que remplacer ou fortifier des portions déjà existantes. Seulement 12 kilomètres de nouveau mur ont été érigés sur du terrain vierge. « Il n'a pas réussi à obtenir du Congrès les fonds qu'il voulait, rappelle James Cohen. Il a fallu qu'il se batte et qu'il détourne un peu la loi pour faire payer les militaires à hauteur de 10 milliards de dollars peut-être. Trump a toujours prétendu que le mur servait à bloquer les immigrés et les demandeurs d'asile, et à bloquer aussi le trafic de drogue. Mais en réalité, on sait que la plupart de la drogue qui entre aux États-Unis en quantité massive passe dans des véhicules qui pénètrent dans le pays par la grande porte. Quant aux migrants, ce qui les a le plus bloqués, c'est la politique de Trump qui les a obligés à rester au Mexique. Ce qui est parfaitement contraire à la loi américaine et au droit international. » Avec le départ de Donald Trump, la construction du mur s'arrêtera aussi. Le nouveau président Joe Biden ne souhaite pas poursuivre ce projet controversé. Mais les 500 kilomètres de barrières en métal déjà posées ne seront pas démolies.

Source : RFI



## Investiture de Joe Biden sous état d'urgence : Le FBI redoute des violences

Dans un contexte de grandes tensions liées aux violences du Capitole et à la démission du ministre par intérim de la Sécurité intérieure des États-Unis, Chad Wolf, la cérémonie d'investiture de Joe Biden, le 20 janvier à Washington, s'annonce dans un climat très tendu.

Une investiture à venir sous haute tension. Alors que le président américain sortant, Donald Trump, a approuvé la déclaration de l'état d'urgence jusqu'au 24 janvier à Washington, le ministre par intérim de la Sécurité intérieure des États-Unis, Chad Wolf, a annoncé, lundi 11 janvier, sa démission, ajoutant aux inquiétudes concernant la sécurité de la cérémonie d'investiture de Joe Biden, le 20 janvier à Washington.

Chad Wolf quitte son poste cinq jours après l'intrusion violente de partisans de Donald Trump au Capitole, qu'il a qualifiée de "tragique" et "écœurante", alors qu'autour de lui responsables locaux et forces de l'ordre s'affairent à prévenir de nouvelles violences.

Selon des médias américains, un document interne de la police fédérale américaine (FBI) prévient que des supporters armés du président républicain pourraient participer à des manifestations dans les 50 États américains

entre ce week-end et le 20 janvier.

Garde nationale et armée

Critiqué pour avoir tardé à déployer la Garde nationale lors des violences du 6 janvier à Washington, le Pentagone a autorisé le déploiement de jusqu'à 15 000 soldats dans la capitale américaine pour la cérémonie de prestation de serment.

Quelque 6 200 militaires de la Garde nationale y sont déjà présents et ils seront 10 000 dès ce week-end. Environ 5 000 soldats supplémentaires pourront les rejoindre le 20 janvier. La maire de Washington, Muriel Bowser, a quant à elle annoncé avoir requis auprès du ministère de la Sécurité intérieure l'extension de la période de sécurité spéciale liée à l'investiture. Elle a aussi dit avoir demandé que l'état d'urgence soit déclaré en amont dans la capitale fédérale afin d'obtenir des fonds supplémentaires pour la sécurité, ce que Donald Trump a entériné lundi soir.

Joe Biden plaide pour un message d'unité face au risque de violences, mais aussi celui qui représente la pandémie de Covid-19, qui a fait plus de 375 000 morts aux États-Unis, Muriel Bowser a également exhorté les Américains à ne pas se rendre à Washington pour la cérémonie de prestation de serment - dont l'accès est de toute façon limité cette année - et à y "participer de façon virtuelle" en la suivant en ligne ou à la télévision.

Lors de son investiture, Joe Biden cherchera à promouvoir un message d'unité et s'emploiera à donner l'exemple en se rendant immédiatement après la cérémonie au cimetière national d'Arlington avec trois de ses prédécesseurs : Barack Obama, Bill Clinton et George W. Bush. Il y déposera alors une gerbe sur la tombe du soldat inconnu et s'adressera à une Amérique meurtrie et divisée pour lancer un appel à l'unité. Le futur président démocrate a la lourde responsabilité de panser les plaies de l'Amérique, victime de crises économique et sanitaire, divisée par une élection et de fortes tensions raciales.

Le président sortant Donald Trump a fait savoir qu'il ne participerait pas à la cérémonie. Son absence le 20 janvier "est une bonne chose", a estimé M. Biden. L'ex-président démocrate Jimmy Carter sera aussi absent en raison de son grand âge, 96 ans.

Source : France24 Avec AFP et Reuters

# Football : Lionel Messi fait un regard rétrospectif sur ses adversaires redoutables

Messi dévoile ses 6 adversaires les plus redoutables au cours de sa carrière Lionel Messi est reconnu comme l'un des meilleurs joueurs de l'Histoire du football. Même s'il est reconnu comme tel, Messi ne perd pas de vue qu'il a souvent eu en face de lui de redoutables adversaires.

**L**e sextuple ballon d'Or a d'ailleurs dressé une liste de six adversaires les plus redoutables contre lesquels il a joué.

## 6. NEYMAR

La star brésilienne a été le coéquipier de Lionel Messi au Barça avant son départ au PSG. Messi se souvient qu'il a affronté Neymar à maintes reprises avec la sélection nationale et c'était vraiment compliqué d'avoir un adversaire comme Neymar. Certaines sources indiquent même que Lionel Messi rêverait secrètement d'un retour du Brésilien en Catalogne.

## 5. XAVI

Plaque tournante du milieu du terrain du Barça et en équipe nationale d'Espagne, Xavi Hernandez a également été un adversaire redoutable selon Lionel Messi pendant les rencontres internationales. Messi se souvient

d'avoir croisé le chemin de Xavi comme adversaire avec la sélection à trois reprises au cours de sa carrière. Et il était vraiment difficile de jouer contre Xavi.

## 4. INIESTA

Tout comme Xavi, Messi désigne Iniesta comme un autre coéquipier du Barça qu'il aura affronté à plusieurs reprises avec la sélection. Et la tâche n'avait pas du tout été facile de jouer contre Iniesta.

## 3. CRISTIANO RONALDO

Présenté comme le principal et le grand rival de Lionel Messi, Messi a croisé la route de Cristiano Ronaldo à plusieurs fois lorsque le Portugais évoluait au Real Madrid. Sans doute nous verrons un nouveau duel entre les deux stars prochainement lors d'un affrontement Juventus-Barça.

## 2. FRANCK RIBERY

Franck Ribéry le légendaire attaquant du Bayern Munich aujourd'hui à la Fiorentina avait impressionné Lionel Messi et toute son équipe lors de la saison 2012-2013 où il avait terminé à la troisième place du Ballon d'Or. Le Bayern Munich avait littéralement écrasé le Barça : 4 buts à 0 au match aller, puis 3-0 au match retour. 7-0 en cumulé.

## 1. ARJEN ROBBEN

Selon Lionel Messi, l'international hollandais Arjen Robben est l'adversaire le plus redoutable contre qui il a joué. Même constat que pour Ribéry, l'année 2012-2013 du Bayern aura été incroyable, et Messi semble s'en souvenir en plaçant les deux légendes du club bavarois aux deux premières places.

Source : France24 News English





## **Bélier (21 mars - 19 avril)**

Il est important de faire un break, car un changement d'activité est proche. Saturne en Capricorne vous incite à trouver un autre poste pour vous épanouir davantage. L'ambiance dans le travail et les tâches répétitives ont pu vous motiver pour partir.

Vous pouvez dépenser pour des articles utiles et attendre pour faire des économies. La prudence est de mise, car l'instabilité professionnelle vous donne une visibilité réduite sur la gestion du budget. Un paiement obligatoire peut retarder des achats.



## **Taureau (20 avril - 19 mai)**

Vous oscillez entre compromis et fermeté. Les hostilités de la part de vos collègues sont officiellement ouvertes. Vous essayez de rester le plus objectif possible, Mercure vous suggère de ne pas mélanger vie professionnelle et vie privée.

Vous gardez un œil sur votre budget. Aujourd'hui vous freinez les dépenses les moins utiles. Réputé bon gestionnaire, vous ne pouvez pas vous laisser aller, quitte à ne pas lâcher votre calculatrice de la journée. Il ne faut pas abuser !



## **Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

Si l'un de vos collègues vous demande de le défendre, réfléchissez avant de le faire. Le climat vous expose à des histoires et une dégradation de l'atmosphère dans votre service. Des querelles pour des détails peuvent venir comme un cheveu sur la soupe.

Écoutez les conseils prodigués par votre famille qui peuvent vous rendre service. Ils peuvent vous aider à réaliser des économies. Il faut être patient pour stabiliser le budget. Vous pouvez passer la journée à râler à cause de la frustration passagère.



## **Cancer (21 juin - 21 juillet)**

Votre ambition sera déçue. Vous pourriez même avoir envie de prendre certains risques en donnant un coup de balai à une organisation qui vous étouffe. Vous vous appliquerez à changer certaines règles même si votre direction voit cela d'un mauvais œil.

Financièrement, vous n'aurez que des satisfactions ! Quoi que vous vous apprêtiez à faire, vous pouvez être assuré de sa réussite. Vous saurez faire preuve d'habileté si vous devez acheter ou vendre un bien. Votre gestion est exemplaire !



## **Lion (22 juillet - 23 août)**

Vous aimez que l'on écoute vos idées. Cette envie peut être à double tranchant. Vous aimez imposer aussi votre point de vue et cela attise des rivalités déjà latentes. Malgré le contexte, votre situation professionnelle évolue vers un nouveau poste.

Une mise au point serait la bienvenue avec votre gestion matérielle. Vous êtes pressé de renouveler des articles pour offrir du confort à votre famille et cela engendre une série de dépenses que vous pourriez échelonner. Il y a un risque de découverte.



## **Vierge (23 août - 23 septembre)**

Jupiter vous donne l'opportunité d'opérer de grands changements dans votre vie professionnelle. Vos projets prennent plus d'ampleur, vous développez votre réseau. Un contact souhaite vous débaucher. Il est préférable d'analyser la situation avant d'agir.

Dans vos finances l'équilibre est préservé. Vous n'avez pas de soucis à vous faire, les astres protègent votre argent. Cependant, si un ami vous doit de l'argent, rappelez-lui avec tact et gentillesse que les bons comptes font les bons amis.



## **Balance (23 septembre - 22 octobre)**

Un ancien collègue peut vous donner un contact pour trouver un nouveau poste. De la lenteur est encore à prévoir et vous pouvez râler une partie de la journée pour vos conditions actuelles de travail. Le poste actuel ne correspond plus à vos ambitions.

Il est utile de faire un point, car plusieurs jours de file sont axés sur la gestion de la trésorerie. Les questions d'argent vous entêtent, car votre salaire s'envole dans les charges. Vous pourriez envisager de changer d'activité pour gagner plus.



## **Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

Les choses iront bon train ! Votre dynamisme, votre sens de l'organisation vous vaudront un franc succès. Vous pourrez mettre sur pieds vos projets, engager des négociations que vous mènerez d'une main de maître. Vous viendrez à bout des travaux difficiles.

Le carré Jupiter/Vénus pousse fortement à la dépense. D'un côté, vous avez suffisamment de rentrées d'argent pour vous faire plaisir. Mais de là à attraper la fièvre acheteuse, non ! Pensez un peu à épargner pour les jours plus difficiles.



## **Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

Vous faites des concessions, car l'évolution professionnelle ne se déroule pas comme vous le voulez. Il règne une atmosphère de tensions et de rivalités dans votre activité professionnelle. Cela peut vous apporter une déception amère vis-à-vis d'un collègue.

L'atmosphère est aux dépenses qui restent importantes et diversifiées. Il y a peu d'économies possibles, car les sorties actuelles sont nombreuses et vous ne savez pas réellement refuser de régler des notes. La journée peut encore entraîner des frais.



## **Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

Vos compétences et vos expériences séduisent, aujourd'hui une opportunité inattendue se présente à vous, sachez la repérer et l'accueillir comme il se doit. Vous avez l'occasion de démontrer tous vos talents, vous saisissez votre chance.

Votre générosité risque bien de vous jouer des tours. Ne vous sacrifiez pas pour les autres. L'argent est suffisamment difficile à gagner ce n'est pas pour le distribuer à tout-va. Ne laissez personne abuser de vos largesses, posez des limites.



## **Verseau (20 janvier - 19 février)**

La coopération est demandée dans vos fonctions. On peut vous réclamer également dans une réunion pour intervenir et donner votre opinion. Les astres sont propices à de nouvelles connaissances dans votre vie professionnelle et des liens se créent.

C'est la prudence qui doit guider votre vie malgré les dépenses qui persistent. Dans les sorties avec vos amis, apprenez à être moins généreux et à restreindre vos dépenses. C'est avec de petites économies que vous pouvez stabiliser votre trésorerie.



## **Poisson (19 février - 21 mars)**

Quelque chose de nouveau se présente. Il peut s'agir d'une nouvelle mission ou carrément d'une nouvelle entreprise qui pourrait vous faire signe. Cette journée signera un nouveau départ qui vous ouvrira de nouvelles portes et un horizon plus vaste.

L'argent rentre régulièrement et il ne devrait pas y avoir d'imprévu. Vous pourriez songer à revoir votre budget pour réduire vos frais sur certains postes comme les assurances ou les forfaits de téléphone ou encore les abonnements aux nouvelles chaînes de télévision.



**SAER GROUP C'EST:**

**+ de 400  
collaborateurs**

aux nationalités multiples, répartis au sein de  
**26 sociétés**, qui oeuvrent tous au rayonnement  
de la marque SAER.

**SAER GROUP**